



## **RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)**

\*\*\*\*\*

### **ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ**

La présente consultation a pour objet l'aménagement d'un vestiaire avec douches au rez-de-chaussée du Centre de Secours Principal CATELAS, 26 rue Jean Cateias à Amiens.

Les travaux sont décomposés en cinq lots :

- Lot 1 : Cloisons-doublages et menuiserie intérieure
- Lot 2 : Electricité
- Lot 3 : Plomberie-sanitaire et génie climatique
- Lot 4 : Carrelage-faïence
- Lot 5 : Peinture

### **ARTICLE 2 : PROCEDURE DE PASSATION**

Le marché est passé selon la procédure adaptée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics. Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de négocier le prix avec les 3 soumissionnaires les mieux-disants de chaque lot.

### **ARTICLE 3 : VARIANTES**

Les variantes ne sont pas autorisées.

### **ARTICLE 4 : PROPOSITION DE PRIX**

Le soumissionnaire devra préciser obligatoirement dans l'acte d'engagement sa proposition de prix.

Le marché est passé à prix ferme, global et forfaitaire.

### **ARTICLE 5 : MODALITES D'OBTENTION DES DOSSIERS**

Le dossier de consultation est remis gratuitement au candidat en faisant la demande par courrier, par télécopie ou par mail. Il est composé :

- L'acte d'engagement.
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).
- Le Règlement de Consultation (RC).
- La DPGF.
- Le planning des travaux.

- Les plans (Sous-sol, R.D.C., élévation sud-ouest et élévation nord-est).

L'adresse pour le retrait du dossier est :

SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA SOMME  
Groupement Juridique et Financier – Service Infrastructures  
7 allée du Bicêtre- BP 2606  
80026 AMIENS Cedex 1

- Télécopie : 03.64.46.16.16
- Mail : [marches.publics@sdis80.fr](mailto:marches.publics@sdis80.fr)

## **ARTICLE 6 : JUSTIFICATIFS A PRODUIRE**

- Si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés en la matière ; dans le cas contraire, fournir une déclaration sur l'honneur.
- Un document relatif aux pouvoirs de la personne ou des personnes habilitées à engager la société.
- Une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun cas mentionnés à l'article 48 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 concernant les interdictions de soumissionner.
- Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois dernières années.
- La présentation d'une liste des principales fournitures ou des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé.

Les formulaires DC 1 et DC 2, NOT 1 et NOT 2 sont acceptés et disponibles à l'adresse suivante :

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>

## **ARTICLE 7 : PRESENTATION DES OFFRES**

Les offres seront entièrement rédigées en langue française.

Le candidat est informé que l'administration souhaite conclure le marché dans l'unité monétaire : Euro.

L'unité monétaire ne constitue pas un critère de sélection des offres. Si le candidat présente une offre libellée dans une autre unité monétaire que celle mentionnée ci-dessus, il accepte que l'administration procède à sa conversion. Il peut également lui-même procéder à une conversion, en indiquant celle des deux unités monétaires dans laquelle il s'engage.

Le candidat, s'il présente une offre libellée dans une autre unité monétaire que celle souhaitée par l'administration, et si cette offre est retenue, est informé que l'unité monétaire souhaitée par l'administration peut s'imposer à lui dans le cadre de la mise au point final du marché, si les parties n'étaient pas parvenues à trouver un accord sur ce point.

### **7.1 Documents à produire**

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

- Les pièces énumérées à l'article 6 « justificatifs à produire » du présent Règlement de Consultation,
- L'Acte d'Engagement (AE) **complété, paraphé, daté et signé.**
- Le planning des travaux **paraphé et signé.**
- La DPGF **complétée et signée.**
- Les plans **paraphés et signés.**

- Le mémoire technique (demandé à l'article 20 du CCAP).

#### **7.2. Conditions d'envoi ou de remises des offres**

Les candidats transmettent leur offre sous pli cacheté et précisent les éléments suivants sur l'enveloppe extérieure :

<p style="text-align: center;"><b>PROCEDURE ADAPTEE</b></p> <p style="text-align: center;"><b>CENTRE DE SECOURS PRINCIPAL CATELAS</b> <b>AMENAGEMENT D'UN VESTIAIRE AVEC DOUCHES</b></p> <p style="text-align: center;"><b>Ne pas ouvrir</b></p> <p style="text-align: center;">SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA SOMME Service Juridique 7 allée du Bicêtre – BP 2606 80026 AMIENS Cedex 1</p>
--

Les offres devront être :

- Soit transmises en recommandé avec accusé de réception.
- Soit remises à l'adresse ci-dessus, contre récépissé.

#### **ARTICLE 8 : DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES**

La date et l'heure limite de réception des offres sont fixées au vendredi 29 avril 2016 à 12 heures 00.

#### **ARTICLE 9 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES**

Le délai pendant lequel le soumissionnaire reste engagé par son offre est de 90 jours à compter de la date limite de remise des offres.

#### **ARTICLE 10 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG Travaux les pièces contractuelles du marché sont les suivantes :

- L'acte d'engagement.
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).
- Le Règlement de Consultation (RC).
- La DPGF.
- Le planning des travaux.
- Les plans (Sous-sol, R.D.C, élévation sud-ouest et élévation nord-est).
- Le mémoire technique à établir par le soumissionnaire.
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés Publics de Travaux (CCAG-Travaux).

## **ARTICLE 11 : CRITERES DE SELECTION DES CANDIDATURES**

Conformité des candidatures au regard des justificatifs demandés à l'article 6 du présent Règlement de Consultation.

## **ARTICLE 12 : CRITERES DE CHOIX**

Le jugement sera effectué par le biais d'une notation sur la base des critères pondérés de la manière suivante :

- Valeur technique : 60% jugée sur la base du mémoire technique comprenant un descriptif de déroulement de chantier laissant apparaître une bonne compréhension des travaux à réaliser. Les fiches techniques des éléments à réaliser en cohérence avec le programme de travaux.
- Prix : 40%.

## **ARTICLE 13 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES**

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus par courriel 5 jours avant la date de remise des offres auprès du :

- Cabinet BRASSART ARCHITECTES, maître d'œuvre – [brassart.architectes@gmail.com](mailto:brassart.architectes@gmail.com) -  
Une copie devra être adressée à Monsieur Freddy CORROY, Chef du Service Infrastructures du SDIS de la Somme – [freddy.corroy@sdis80.fr](mailto:freddy.corroy@sdis80.fr)

## **ARTICLE 14 : PROCEDURE DE RECOURS**

**Instance chargée des procédures de recours :** Tribunal Administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80011 Amiens Cedex 01, téléphone : 03.22.33.61.70, télécopie : 03.22.33.61.71, courriel : [greffe.ta-amiens@juradm.fr](mailto:greffe.ta-amiens@juradm.fr)

**Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus :** Greffe du Tribunal Administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80011 Amiens Cedex 01, téléphone : 03.22.33.61.70, télécopie : 03.22.33.61.71, courriel : [greffe.ta-amiens@juradm.fr](mailto:greffe.ta-amiens@juradm.fr)

A Amiens, le 7 AVR. 2016

Pour le Président et par délégation,  
Le Directeur Départemental



Colonel Marc DEHDIN